

Le parti communiste français et le Front de gauche

Pascal DELWIT

En 2013, le Front de gauche rassemble neuf composantes : le parti communiste français – de loin la plus importante –, le parti de gauche, la Gauche unitaire, la Fédération pour une alternative sociale et écologique, République et socialisme, Convergences et alternative, le parti communiste des ouvriers de France, Gauche anticapitaliste et les Alternatifs. Ce nombre ne doit pas faire illusion. Il atteste plutôt de la difficulté à réaliser une véritable structuration à la gauche de la gauche que de la force de cette sensibilité. Parmi ces neuf organisations, seul le parti communiste français (PCF) a une assise territoriale digne de ce nom. Avec quelques milliers de militants, le parti de gauche compte surtout par le professionnalisme et l'engagement de ses membres et, bien sûr, par la personnalité emblématique de la gauche radicale lors du scrutin présidentiel de 2012, Jean-Luc Mélenchon.

Le Front de gauche est une « coordination » récente. Elle a vu le jour sur la base d'une conjonction d'éléments. Le premier est le référendum français de 2005 sur le traité constitutionnel européen. A cette occasion, l'ensemble des composantes de la gauche radicale et certains secteurs du parti socialiste font une campagne commune sur un « non de gauche ». Cette dynamique a permis des rencontres et des rapprochements. Le deuxième est l'incapacité constante du parti communiste français à retrouver un poids et une vitalité politiques sous son label depuis sa déroute électorale des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix. En 2007, sa candidate aux élections présidentielle, Marie-George Buffet, avait subi un cuisant revers en ne décrochant que 1,93% des suffrages ; un score plus faible encore que celui de Robert Hue en 2002, 3,37%. Enfin, le troisième fait écho au choix de Jean-Luc Mélenchon et de nombre des membres du courant « La Nouvelle République sociale » d'abandonner le parti socialiste suite au résultat du congrès de Reims en 2008 pour fonder le parti de gauche (PG).

Hors le PCF et le PG, les autres organisations membres du Front de gauche ne rassemblent au mieux que quelques centaines d'adhérents et seuls le poids et la qualité des personnalités qui en sont membres leur donnent une certaine influence. La Fédération pour une alternative sociale et écologique a vu le jour en 2008. Principalement incarnée par Clémentine Autain, elle rassemble surtout des personnalités qui ont quitté le PCF, ayant longtemps animé son courant « modernisateur ». On songe en particulier à l'ancien ministre communiste Marcel Rigout, à l'ancien député-maire de Saint-Denis Patrick Braouzec, à l'ancien député-maire de Montluçon Pierre Goldberg ou à l'ancien député François Asensi. On épinglera aussi la présence d'Yves Salesses, président de la Fondation Copernic. La Gauche unitaire, sous la houlette de Christian Picquet, est une dissidence du Nouveau parti anticapitaliste (NPA), en désaccord avec la ligne « autonome » du parti. République et socialisme est une micro-structure issue du Mouvement républicain et citoyen animé par Jean-Pierre Chevènement. Pour sa part, le parti communiste des ouvriers de France (PCOF) est une micro-dissidence de l'ancien parti maoïste, le parti communiste marxiste-léniniste de France. La Gauche anticapitaliste et Convergence et alternative sont deux autres dissidences du NPA. Enfin, les Alternatifs qui avaient refusé à l'origine de s'insérer dans le Front de gauche ont décidé de le rejoindre fin 2012.

Après les élections européennes de 2009 et, pour partie, les scrutins régionaux de 2010 et cantonaux de 2011, les élections de 2012 ont été les épreuves de feu pour le Front de gauche. La coordination a pu se féliciter du score à deux chiffres de Jean-Luc Mélenchon, bien qu'inférieur aux dernières intentions de vote. Mais le scrutin législatif a été très décevant. Jean-Luc Mélenchon lui-même n'est pas parvenu à se qualifier au second tour dans la symbolique 10^e circonscription du Pas-de-Calais et le Front de gauche n'a pu décrocher que dix députés : un plancher pour la gauche radicale française, longtemps incarnée par le parti communiste français.

Les jalons du parti communiste français et la naissance du Front de gauche

Le PCF voit le jour dans la foulée du congrès de Tours dont les assises ont lieu en décembre 1920. Depuis 1916, la majorité de la SFIO a changé de camp. Aussi, lorsque la révolution bolchévique survient en octobre 1917, se pose vite la question du positionnement de l'organisation socialiste ; d'autant que l'Internationale communiste se crée en mars 1919. En février 1920, la SFIO quitte la II^e Internationale, sans pour autant rejoindre l'Internationale communiste. Des consultations sont organisées en Europe et la SFIO envoie une délégation en Russie soviétique pour tâter le terrain. Emissaires de la SFIO, Marcel Cachin et Ludovic-Oscar Frossard assistent comme observateurs au 2^e congrès de l'Internationale. Lors de leurs rencontres, ils sont vertement tancés pour le maintien à l'intérieur du parti de courants considérés comme « social-chauvins ». La décision relative à l'adhésion à l'IC doit intervenir au congrès de Tours. Les jeux sont faits en réalité. Une majorité de délégués et de fédérations préconisent l'adhésion à l'Internationale communiste et la demande de prise en considération immédiate de l'adhésion à la III^e Internationale est acceptée par 2 916 mandats contre 1 228 et 641

abstentions¹. Le débat porte pour l'essentiel sur les vingt et une conditions formulées par le Komintern. Il se fixe aussi sur les termes de la césure. Qui en sera et qui n'en sera pas ?

Pour contourner la rigueur des vingt et une conditions, la motion favorable au rattachement de la SFIO à l'IC laisse ouverte la possibilité d'une marge de manœuvre dans leur application sur le territoire français et dans le parti. Par exemple, alors que la neuvième condition appelle les partis communistes à former des noyaux communistes dans les syndicats qui « doivent être subordonnés au parti [et qui ont] le devoir dans leur activité quotidienne de démasquer la trahison des social-patriotes et les hésitations des centristes », la résolution de Tours stipule que lorsque la majorité des organisations syndicales sera conquise par les communistes, il y aura « entre elles et le parti coordination d'action et non-assujettissement d'une organisation à une autre ». En outre, la dénomination du parti reste « parti socialiste, section française de l'Internationale communiste »². Deux autres textes s'opposent à ce choix. L'un, de Jean Longuet, préconise le maintien de l'unité du parti. L'autre, de Léon Blum, stigmatise la discipline et le centralisme bolcheviques. Au terme d'âpres discussions, la motion Cachin-Frossard recueille 3 208 mandats contre 1 022 à la motion Longuet. Léon Blum, pour sa part, s'est réfugié dans l'abstention et obtient 397 mandats. La rupture est inévitable, la majorité des adhérents du parti rejoint le camp de l'Internationale communiste à l'inverse de celui des parlementaires : douze membres seulement sur soixante-huit se joignent à la nouvelle organisation.

En France, le camp communiste est donc majoritaire à l'origine dans le mouvement socialiste. Le développement originel se révèle néanmoins très complexe. Après une phase initiale d'espoir et de ferveur révolutionnaires jusqu'au début des années vingt, le reflux des mouvements sociaux se manifeste partout en Europe. Dans les rangs du PCF, l'adossement aux vingt et une conditions édictées par l'Internationale communiste suscite nombre de réserves et l'organisation communiste française est sévèrement critiquée pour son manque de discipline. En 1922, au IV^e congrès de l'IC, les délégués du PCF sont mis sur la sellette et acceptent la mise en ordre du parti. Rentré à Paris, le PCF s'épure et se conforme aux desideratas de l'Internationale communiste. Le prix politique et social est lourd. Le parti communiste français perd un grand nombre de ses membres et s'isole politiquement et socialement. La *bolchévisation* des organisations communistes décrétée à Moscou renforce l'isolement du parti, qui s'arc-boute sur une jeunesse enflammée dont sortiront la plupart de ses futurs cadres.

Le grand changement intervient au début de l'année 1933. L'accession à la chancellerie d'Adolphe Hitler en Allemagne, la mise hors la loi du KPD et la répression qui le frappe pétrifient les responsables de l'Internationale communiste, dont l'échec de la ligne politique est patent³. S'impose alors peu à peu une autre ligne dont le PCF sera emblématique dans le mouvement communiste : le Front populaire. Dès

¹ Romain DUCOLOMBIER, *Camarades ! La naissance du parti communiste français*, Paris, Perrin, 2010, p. 226.

² Philippe ROBRIEUX, *Histoire intérieure du parti communiste. 1920-1945*, Paris, Fayard, 1980, p. 555-556.

³ Pascal DELWIT, José GOTOVITCH, Jean-Michel DE WAELE, *L'Europe des communistes*, Bruxelles, Editions Complexe, 1992, p. 89.

juillet 1934, le parti communiste français signe un pacte d'unité d'action avec le parti socialiste contre le péril d'extrême droite. Des comités de coordination sont établis. Et une campagne contre la menace fasciste en France est lancée. Le 24 octobre 1934, Thorez lance, à la veille du congrès du parti radical, la formule du « Front populaire, pour la liberté, le travail et la paix ». Dans le monde syndical, CGT et CGTU décident le 27 septembre 1935 d'une réunification réalisée en mars 1936.

Cette nouvelle stratégie désenclave politiquement et socialement le parti communiste, qui exerce une influence nouvelle dans la société. Le scrutin des 26 avril et 3 mai 1936 est sous cet angle le tournant crucial. La gauche remporte les élections. Le PCF fait une percée électorale exceptionnelle et entre massivement à l'Assemblée nationale, où il passe de dix à soixante-douze députés. Le mouvement social qui accompagne cette victoire fait entrer de plain-pied le syndicalisme – en particulier communiste – dans le monde de l'industrie.

Cette « lune de miel » est déterminante dans l'histoire sociale et politique française et dans celle du PCF. La conquête des congés payés est une victoire emblématique. Mais cette phase est courte. Dès 1938, la dynamique du Front populaire est largement épuisée et l'Europe fait face à la montée des périls. Après avoir observé et pratiqué une politique anti-fasciste active, le PCF est surpris en août 1939 par l'annonce du pacte germano-soviétique. Pendant un mois, le parti est secoué d'une tension entre « l'ancienne ligne » anti-fasciste et la nouvelle, qui refuse l'implication dans la guerre entre *puissances impérialistes*. En quelques semaines, l'ancrage et l'encadrement communistes sont mis à mal et le 29 septembre 1939, le PCF est interdit. Thorez se réfugie à Moscou et laisse en France un parti en pleine tourmente. « Toute l'organisation du parti, presque entièrement détruite par la mobilisation générale et la répression, doit être entièrement reconstruite », précisent Thorez et Marty à l'IC⁴.

L'inscription nationale et la libération

La reconstruction du PCF s'opère très lentement. Le parti a les plus grandes difficultés à reconstituer une organisation solide et patauge dans ses relations initiales avec les autorités allemandes d'occupation. Peu à peu, une ligne de résistance sociale se met en place. Elle se déploie pleinement après l'invasion de l'Union soviétique en juin 1941. Surtout, elle est complétée par une résistance politique active : le parti communiste s'investit à fond dans la résistance armée. Tout ce qui peut permettre de soulager la *patrie socialiste* dans sa lutte contre l'ennemi nazi est mis en œuvre. Dans cette approche nouvelle, le PCF inscrit son action dans une perspective de libération et d'action nationales, qui perdure certainement jusqu'en 1947.

À la Libération, le PCF prend part pour la première fois aux responsabilités gouvernementales. Mieux, aux premiers scrutins de la Libération, le PCF devient le premier parti français et croit pouvoir façonner le régime futur de la République et amener Maurice Thorez au poste de Premier ministre. Las, la première mouture de la nouvelle Constitution est rejetée par voie référendaire et le PCF échoue dans son objectif de prendre la tête du gouvernement.

⁴ Stéphane COURTOIS, Marc LAZAR, *Histoire du parti communiste français*, Paris, PUF, 1995, p. 170.

1947 marque un retournement spectaculaire par rapport à la dynamique amorcée durant la deuxième guerre mondiale. Les alliances se défont et les Etats entrent de plain-pied dans la guerre froide. Jusqu'en 1953, le PCF suit la nouvelle orientation soviétique fondée sur une polarisation exacerbée, assumant pleinement la dimension téléologique mise en exergue par Marc Lazar et Stéphane Courtois ⁵.

Pour le parti communiste, deux grands bouleversements interviennent concomitamment dans la deuxième moitié des années cinquante. Le premier concerne les mutations à l'œuvre en Union soviétique et dans le monde communiste. Le second a trait à la fin de la IV^e République et à l'avènement de la V^e.

En Union soviétique, la période postérieure au décès de Staline est un temps d'ouverture, à l'interne et à l'international. Au niveau international, l'Union soviétique vise à un approfondissement de la détente. Peu de temps après le décès de Staline, les accords de Panmunjom mettent fin à la guerre de Corée. En mai 1955, un traité de paix avec l'Autriche est signé par l'URSS, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France. Le même mois, Khrouchtchev se rend à Belgrade pour renouer des liens avec la Yougoslavie. Pour le PCF, c'est la stupeur. Dans ce contexte est convoqué le XX^e congrès du PCUS en 1956. Celui-ci avalise une ligne politique de *coexistence pacifique*, entamée depuis 1953 ⁶. En plénière, Khrouchtchev insiste aussi sur le travail collectif dans le PCUS et dans sa direction et sur le respect de la légalité soviétique ⁷. A l'issue des assises, les congressistes sont rappelés pour une session à huis clos. Dans la nuit du 24 au 25 février, les délégués entendent un exposé du Premier secrétaire Nikita Khrouchtchev sur « le culte de la personnalité et ses conséquences ». L'événement majeur du congrès se produit. A partir du mois de mars, le rapport circule parmi les responsables communistes des pays socialistes. L'onde de choc qu'il provoque ne tarde pas à avoir ses effets. En juin 1956, au départ d'une grève dans les usines de Poznan, la Pologne connaît une grande effervescence. Le mouvement s'étend et les leaders communistes n'ont plus que deux possibilités : le recours à la force ou la démission. Les Soviétiques s'emploient à rejeter toute intervention violente. Finalement, Gomulka prend la tête du parti. En septembre et en octobre, c'est au tour de la Hongrie d'être entraînée dans une vague de manifestations et de mouvements sociaux qui devient insurrectionnelle. Les troupes du pacte de Varsovie interviennent pour rétablir l'*ordre socialiste*.

Avec celle du PCI, la délégation du PCF a été informée du contenu du rapport. Mais Thorez et la délégation française ne veulent pas s'en laisser conter. Certes, le comité central reconnaît le 22 mars la « violation du principe léniniste de la direction du parti communiste soviétique » et déclare que « des graves atteintes avaient été portées à la démocratie du parti et à la légalité soviétique elle-même ». Il n'en reste pas moins que Staline est expressément acclamé dans les meetings, que Thorez tient à lui rendre hommage quelques jours plus tard et qu'il ne saurait être question de mettre en cause l'essence du système social soviétique à travers la critique du culte de la personnalité.

⁵ Stéphane COURTOIS, Marc LAZAR, *Le communisme*, Paris, M.A. Editions, 1987, p. 9.

⁶ Nikita KHROUCHTCHEV, « Rapport d'activité du CC du PCUS », in Roger MARTELLI (éd.), 1956. *Le choc du 20^e congrès du PCUS. Textes et documents*, Paris, Editions sociales, 1982, p. 88.

⁷ *Ibid.*, p. 109.

En tout état de cause, le débat n'est pas abordé sur le culte de la personnalité au sein du PCF. Lorsque la réalité et la véracité du rapport secret deviennent une évidence, la direction du parti est soumise à des critiques. Le bureau politique pratique la politique de l'autruche et lance la fable du « rapport attribué au camarade Khrouchtchev », laissant ainsi planer le doute sur l'authenticité du texte publié par le quotidien français. Cela lui permet également d'en occulter le contenu. Il faut attendre janvier... 1977 pour que le bureau politique du PCF reconnaisse que la délégation française au 20^e congrès avait eu connaissance du « rapport secret »⁸. La direction du PCF choisit ainsi résolument la continuité dans la stricte orthodoxie idéologique et organisationnelle. Le soutien à l'intervention soviétique en Hongrie va, dès lors, presque de soi. Les attaques de certains de ses locaux par des manifestants hostiles à l'entrée des troupes soviétiques à Budapest permettent à la direction de jouer sur le patriotisme de parti. Mais l'onde de choc est profonde. L'unité du monde communiste vole en éclats.

Sur la scène intérieure, le PCF est aussi profondément secoué par l'agonie de la IV^e République et l'avènement d'une nouvelle Constitution qui inaugure la V^e. A la Libération, les communistes avaient été un acteur clé de l'établissement d'un régime aux prérogatives parlementaires fortes. Avec l'établissement de la V^e République, il en va tout autrement. La prééminence revient à l'exécutif et, plus précisément encore, au chef de l'Etat. Le poids que le PCF peut avoir dans le processus décisionnel en est affecté. L'acceptation, en 1963, du principe de l'élection du président de la République au suffrage universel renforce la présidentialisation du régime. Au surplus, le mode de scrutin pour les élections législatives est modifié : le scrutin uninominal à deux tours est préféré au scrutin proportionnel.

Ces nouvelles données politiques réorientent certains choix du parti. Il en est ainsi des rapports avec la SFIO – du PS à partir de 1969 – et d'autres acteurs de gauche. Ainsi, lors du premier scrutin présidentiel en 1965, le parti communiste appelle à voter pour François Mitterrand dès le premier tour sur la base d'une plate-forme commune. Peu à peu se mettent en place les jalons pour la présentation d'un programme commun de la gauche, négocié principalement par le parti communiste, le parti socialiste et le Mouvement des radicaux de gauche. Ces discussions et cette dynamique interviennent dans un contexte et un environnement mouvants pour les communistes. Les événements de mai 1968 révèlent l'arrivée d'une nouvelle génération plus attentive qu'auparavant à des dimensions qualitatives, à des problématiques peu fixées sur les thématiques économiques et sociales, promotrices du libéralisme culturel mais aussi d'une démarche plus participative dans les organisations. Dans un premier temps, ils renforcent aussi certaines organisations d'extrême gauche, d'autant plus nettement que l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie et la médiatisation de la dissidence affectent sévèrement l'image et le crédit de l'Union soviétique.

Au plan socio-économique, le « modèle » économique et social des *trente glorieuses* s'épuise et les premières mutations du paysage industriel et du monde du travail apparaissent peu à peu. La mine, la métallurgie, la sidérurgie sont profondément touchées de même que les territoires industriels : dans le Nord, le Pas-de-Calais, la

⁸ Roger MARTELLI (éd.), 1956. *Le choc du 20^e congrès du PCUS. Textes et documents*, Paris, Editions sociales, 1982, p. 71.

Lorraine, la Meurthe-et-Moselle, la banlieue parisienne... Pour le parti communiste, ces évolutions sont complexes à gérer. Les référents identitaires soviétique et ouvrier sont menacés. A l'image de son secrétaire général, Georges Marchais, il oscille entre raidissements et ouvertures. La voie est, il est vrai, complexe. Politiquement, le PCF vit d'ailleurs deux évolutions contradictoires. A l'interne, les années soixante-dix sont celles d'un regain d'attractivité militante comme l'atteste l'augmentation de son nombre de membres. Mais au plan électoral, le parti socialiste réunifié depuis le congrès d'Épinay en 1971 résorbe son retard sur le PCF et devient en 1978 le premier parti de la gauche. Confronté à ces multiples transformations, le PCF tranche dans la deuxième moitié des années soixante-dix en faveur du repli identitaire.

La fin d'un type de parti

Dans la deuxième moitié des années soixante-dix, le PCF opère un spectaculaire repli identitaire. En dépit des mutations en cours, l'URSS et la classe ouvrière redeviennent des référentiels incontournables. Les démarches et les pratiques novatrices sur le contenu du communisme, sur l'essence du PCF, sur l'analyse de l'URSS⁹ et des démocraties populaires, sur l'eurocommunisme, sur le programme de gouvernement sont balayées. Deux démarches exemplifient ce nouveau fil rouge. La première est la « liquidation » de la fédération de Paris. Dès mai 1977, Gaston Plissonnier faisait état de la crispation : « Dans les directions du parti des grandes villes, il y a eu ces dernières années, des mouvements trop rapides tendant à rajeunir pour rajeunir et à remplacer des cadres ouvriers expérimentés par des jeunes : étudiants, employés communaux, animateurs culturels. (...) Il faut (...) insister sur le rôle fondamental de la classe ouvrière, l'importance décisive de l'activité à l'entreprise et la place indispensable de cadres ouvriers dans toutes les directions »¹⁰. A l'issue des élections législatives de 1978, une vive tension s'installe entre de nombreux intellectuels qui signent une carte blanche dans *Le Monde* et la direction du parti. Et la rencontre à Vitry-sur-Seine ne change rien à la donne. Plus généralement, la fédération de partis pilotée par Henri Fiszbin est en ligne de mire. Elle est en pointe dans des pratiques nouvelles et l'accueil d'adhérents issus des nouvelles classes moyennes salariées. Cette approche est désormais contestée par la direction du parti et, au terme d'une période tendue, Henri Fiszbin est démis de ses fonctions de Premier secrétaire en janvier 1979.

La deuxième est l'interview qu'accorde Georges Marchais à Moscou, le 11 janvier 1980, en direct sur TF1. Après avoir déjà défendu le « bilan globalement positif » de l'URSS en février 1979, il y défend avec verve l'intervention des autorités et de l'armée soviétiques en Afghanistan.

Ce choix met fin au rôle d'acteur central que le PCF a occupé dans l'espace politique et social français depuis le milieu des années trente. En moins de dix ans, le parti communiste français subit une descente aux enfers, électorale et politique. Au scrutin présidentiel de 1981, Georges Marchais ne décroche que 15,35% et au scrutin législatif, le parti perd la moitié de ses députés – quarante-trois pour quatre-vingt-six

⁹ Alexandre ADLER, Francis COHEN, Maurice DÉCAILLOT, Claude FRIoux, Léon ROBÉL, *L'URSS et nous*, Paris, Editions sociales, 1978.

¹⁰ Julien MISCHI, « Le PCF et les classes populaires », *Nouvelles Fondations*, 2/6, 2007, p. 20.

en 1978. Les élections européennes de 1984 et 1989 confirment la rapide érosion électorale. Même organisée au scrutin proportionnel, l'élection législative de 1986 est très décevante pour les communistes. Et au scrutin présidentiel de 1988, André Lajoinie ne rassemble que 6,8% de l'électorat. La chute de Berlin en novembre 1989 et l'effondrement de l'Union soviétique en 1991 atteignent donc un parti qui n'est déjà plus que l'ombre de lui-même.

L'échec d'un communisme réformé et la démarche tâtonnante du Front de gauche

L'arrivée à la tête du Secrétariat général de Robert Hue est agencée à une volonté de rénovation du parti. Sous sa houlette comme secrétaire général de 1994 à 2001, une réforme est entamée et se matérialise dans une réforme identitaire adoptée au congrès de Martigues (2000). La démarche est vaille que vaille poursuivie par Marie-George Buffet de 2001 à 2010 et sous le leadership de Pierre Laurent – en cours de mandat. Le PCF cherche des voies pour retrouver force, crédibilité et légitimité dans la société française. Mais, dans une large mesure, les démarches échouent. Trop timides pour nombre de « rénovateurs », liquidatrices pour les courants « conservateurs », les approches sont critiquées et ne génèrent pas de rebond significatif. Après avoir dû prendre acte des échecs d'une relance par ses seules forces, le PCF s'engage en 2008 dans la démarche du Front de gauche.

Le Front de gauche est constitué à l'horizon des élections européennes de juin 2009. Il marque un premier aboutissement d'une dynamique visant à structurer l'espace à la gauche du parti socialiste et d'Europe Ecologie Les Verts. L'appel dit de Ramulaud avait constitué une première étape structurante.

Le 28 juin 2003, quelques dizaines de personnalités diffusent un appel pour une *alternative à gauche* et créent une « coordination permanente pour une alternative politique à gauche, résolument antilibérale ». Pour les promoteurs, l'objectif est de « rompre les isolements, soutenir les luttes, les faire entendre y compris dans l'arène institutionnelle qu'il faut profondément transformer ». Un travail lent et difficile de coordination se met en place. Le 28 octobre 2004, Francine Bavay, Hamida Ben Sadia, Olivier Besancenot, José Bové, Eric Coquerel, Monique Dental, Marc Dolez, Raoul-Marc Jennar, Roland Mérieux, Claude Michel, Yves Salesse, Claude Saunier, Malika Zédiri et Francis Wurtz rendent public l'« appel des 200 » : *Dire non au traité constitutionnel pour construire l'Europe*¹¹. Une première cristallisation s'opère lors de la campagne référendaire de 2005 sur le traité constitutionnel européen. Mais la victoire du « non » est pourtant amère. Le traité de Lisbonne sera adopté trois ans plus tard par voie parlementaire. Et politiquement, la coordination ne put se présenter unie aux élections présidentielles et législatives de 2007. Au contraire, la gauche s'y présenta plus divisée que jamais. Pas moins de cinq candidats à la gauche du ps se disputèrent les suffrages : Olivier Besancenot, Marie-George Buffet, José Bové, Arlette Laguiller et Gérard Schivardi. Cet échec, associé à celui des courants de gauche du ps de faire advenir la candidature de Laurent Fabius, pour porter les couleurs du parti socialiste est le levier des changements qui se produisent en 2008.

¹¹ ERIC COQUEREL, *Au cœur du Front de gauche*, Paris, Les éditions Arcane, 2012, p. 37.

Pour l'aile du gauche du parti socialiste, le congrès de Reims en 2008 est une désillusion profonde. Elle se rassemble derrière la motion soumise par Benoît Hamon – « Un monde d'avance »¹² –, mais le texte obtient à peine 18,45% des suffrages et est largement devancé par les motions pilotées par Ségolène Royal – 29,08% –, Bertrand Delanoë – 25,24% – et Martine Aubry – 24,32%. Pour quelques cadres et sympathisants de cette sensibilité, cet échec est de trop. Sur le fond bien sûr, mais aussi sur la capacité de peser dans les orientations et les choix du PS. C'est notamment le cas des courants Pour la République sociale, animé par Jean-Luc Mélenchon, et Forces militantes, coordonné par Marc Dolez. Ils franchissent le Rubicon et annoncent leur départ du parti socialiste. Dans la foulée, ils fondent le parti de gauche (PG) dont le premier congrès se tient du 30 janvier au 1^{er} février 2009. Outre les dissidents du parti socialiste, le parti de gauche absorbe la petite formation Mouvement pour une alternative républicaine et sociale d'Eric Coquerel et plusieurs anciens responsables du Mouvement républicain et citoyen et du PCF. La création de cet acteur crédible facilite l'adhésion du PCF à une démarche unitaire au plan électoral. En octobre 2008, les communistes l'expriment sans ambages : « Le PCF propose la constitution d'un front de forces progressistes partageant l'ambition d'un nouveau modèle social européen dans le cadre des prochaines échéances électorales. Dans ce cadre, les communistes ne feraient aucun préalable sur les têtes de liste sinon dans les deux circonscriptions où ils ont un élu sortant. Les communistes ont donc pris, ce qui est pour l'instant, avant que le congrès du PS et des verts n'aient lieu, la seule initiative à gauche qui tente de répondre à la crise par une proposition politique nouvelle »¹³. Le Front de gauche voit ainsi le jour.

Le coup d'envoi électoral de la démarche du Front de gauche s'accomplit lors des élections européennes de juin 2009. Le résultat est pour le moins poussif. Le Front de gauche ne décroche que 6,4% des suffrages exprimés à cette occasion – 2,35% des inscrits. Elle se prolonge en partie aux élections régionales de 2010 et cantonales de 2011. Mais c'est lors du scrutin présidentiel du printemps 2012 que le Front de gauche s'est manifesté avec le plus d'éclat. Jean-Luc Mélenchon, son candidat, recueille 11,1% et a longtemps animé la campagne électorale. Ce résultat d'estime n'a pourtant aucun effet de levier sur le scrutin législatif. Les candidats du Front de gauche enregistrent une très pâle performance et, nous l'avons pointé, le PCF décroche sa plus faible représentation parlementaire depuis 1945, neuf sièges auxquels s'ajoute celui de Marc Dolez.

Profil idéologique et programmatique du PCF et du Front de gauche

Depuis 2008, le parti communiste et le parti de gauche se sont donné pour objectif l'alternative au « système de domination capitaliste mondialisé » et à la gestion

¹² Fabien ESCALONA, Mathieu VIEIRA, « Le sens et le rôle de la résistance à l'UE pour le parti de gauche et le Front de gauche », communication à la journée d'études *L'Europe et ses opposants. Vingt ans d'engagement souverainiste et alter-européen en France (1992-2012)*, Paris, 31 mai-1^{er} juin 2012, p. 9.

¹³ Romain MATHIEU, « La création du parti de gauche au regard de la contestation du traité établissant une Constitution pour l'Europe (2005-2009) », communication au colloque *L'Europe et ses opposants, op. cit.*, p. 14.

libérale-conservatrice ou sociale-libérale. Il s'agit de faire advenir, selon les termes de Jean-Luc Mélenchon, la *révolution citoyenne* : « La révolution que je souhaite est citoyenne d'abord en ceci que si elle s'enracine dans le mouvement social, elle se déclenche et se mène par les bulletins de vote et les élections »¹⁴.

Pour l'ensemble des composantes du Front de gauche, et pour le parti de gauche en particulier, le référent contemporain est l'Amérique latine. L'accession et le maintien au pouvoir d'Hugo Chavez au Venezuela, de Rafael Correa en Equateur, d'Evo Morales en Bolivie et d'autres expériences comme en Uruguay ou au Brésil montreraient que l'alternative est possible dans un régime de démocratie représentative.

Assez logiquement, c'est dans le domaine socio-économique, que les propositions sont les plus développées. A l'occasion des élections présidentielles et législatives de 2012, le Front de gauche a avancé plusieurs mesures phares : introduction d'un salaire maximum, qui ne peut pas dépasser vingt fois la rémunération du salarié le moins bien payé d'une entreprise¹⁵, taxation à 100% pour la part des revenus au-delà de 30 000 euros mensuels, instauration du SMIC à 1 700 euros bruts, droit à la retraite à soixante ans à taux plein...¹⁶.

Un autre axe fort est le combat pour l'égalité entre hommes et femmes contre les « idéologies et des comportements sexistes et discriminatoires »¹⁷.

La dimension environnementale s'est imposée dans l'horizon du PCF, pour lequel la lutte contre le réchauffement climatique et l'épuisement des ressources naturelles traditionnelles est cruciale et ne doit pas s'ordonner autour du « capitalisme vert » à l'image des droits de polluer¹⁸. De même, le mix énergétique « devra de plus en plus être marqué par les énergies renouvelables : hydraulique, géothermie, éolien et hydrolien, solaire thermique et photovoltaïque, etc. »¹⁹. Pour le parti de gauche, l'écologie politique est une question nodale. « D'une façon ou d'une autre, l'écologie politique est l'antichambre d'une nouvelle conscience collective. Ecologie, République et Socialisme forment alors un espace conceptuel cohérent », affirme Jean-Luc Mélenchon²⁰. En mars 2013, le parti de gauche a d'ailleurs adopté lors de son 3^e congrès un *Manifeste pour l'écocapitalisme*.

L'agencement de l'action politique se pense clairement dans une perspective multi-niveaux : subnationale, nationale et supra-nationale. Partisan rétif à l'origine à l'élargissement des prérogatives du parti de la gauche européenne (PGE), le PCF acte l'importance du combat européen et supranational : « Il est désormais évident que notre action nationale est inséparable de ses dimensions européenne et internationale : la construction des fronts de lutte pour le changement doit sans cesse se penser dans

¹⁴ Jean-Luc MÉLENCHON, *Qu'ils s'en aillent tous !*, Paris, Flammarion, 2011, p. 7.

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ *L'Humain d'abord. Le programme du Front de gauche et de son candidat commun*, Jean-Luc Mélenchon, 2012.

¹⁷ Pierre LAURENT, « Rapport introductif », Parti communiste français, 36^e congrès – 7-10 février 2013, Aubervilliers, p. 9.

¹⁸ *Ibid.*, p. 7.

¹⁹ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *Texte d'orientation adopté par le 36^e congrès du PCF*, 10 février 2013, p. 22.

²⁰ Jean-Luc MÉLENCHON, *Qu'ils s'en aillent tous !*, op. cit., p. 36.

ses multiples dimensions, nationale, européenne et internationale ». Sous cet angle, le rapport à l'Union européenne est crucial. Il a été central dans la création du Front de gauche dont la cristallisation liminaire s'est opérée dans le combat contre le traité constitutionnel européen. Le Front de gauche et ses composantes ne sont pas anti-européens et nationalistes comme les partis conservateurs « eurosceptiques ». Jean-Luc Mélenchon revendique même une filiation fédéraliste : « Maints qui étaient les plus attachés au « rêve européen » jettent l'éponge. Et comme je l'étais ! J'ai été fédéraliste tant d'années ! Je l'étais encore tout en faisant campagne contre le traité constitutionnel de 2005, précisément au nom d'un idéal européen avancé. Je l'étais en imaginant que l'Union européenne où toutes les délégations de souveraineté cédées dans le passé reviendraient au contrôle du Parlement européen et des élus du peuple. C'était là une projection à l'échelle européenne de notre idéal républicain ». Il s'agirait de « refonder » la construction et l'Union européenne. Plusieurs propositions sont mises en avant pour ce faire : fin de l'indépendance de la Banque centrale européenne ²¹, refonte de ses missions et de son statut ²², abrogation du traité de Lisbonne, ...

Au plan interne, le Front de gauche et ses composantes militent activement pour l'avènement d'une VI^e République, qui passera par l'abandon des caractéristiques présidentielles du régime et l'établissement d'un nouveau régime parlementaire où le rôle du Sénat, si l'Assemblée n'est pas supprimée, sera profondément revu pour devenir une chambre « de relais des collectivités locales et des initiatives citoyennes » ²³. Un système électoral proportionnel remplacera le mode de scrutin uninominal.

Organisation et fonctionnement du PCF

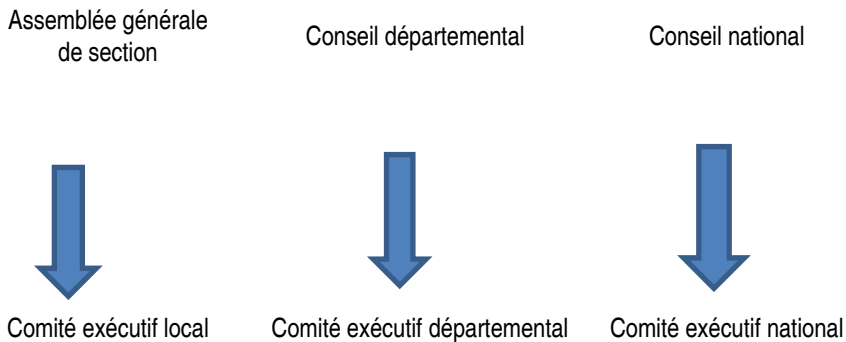
Longtemps, le parti communiste français a fonctionné sur la base d'un modèle de centralisme démocratique très rigide. L'affaïssement politico-électoral des années quatre-vingt et la succession de Georges Marchais au poste de secrétaire général ont modifié peu à peu la donne. La différenciation des points de vue a été acceptée sinon même encouragée. Et le PCF est non seulement devenu une organisation beaucoup moins centraliste qu'auparavant, mais une structure assez éclatée. « En fait, le PCF est une sorte de constellation de petites entreprises quasi individuelles ou collectives, à base locale ou idéologique, dont les liens sont plus ou moins avec les fédérations et la direction du PCF », juge ainsi Bernard Pudal ²⁴. Le PCF s'agence à trois niveaux d'organisation : la section locale, l'échelle départementale et le niveau central. Chacun d'entre eux possède une structure législative et exécutive.

²¹ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *Texte d'orientation...*, *op. cit.*, p. 18.

²² *L'Humain d'abord...*, *op. cit.*

²³ *Ibid.*

²⁴ Bernard PUDAL, *Un monde défait. Les communistes français de 1956 à nos jours*, Paris, Editions du Croquant, 2009, p. 176-177.

Graphique 1. Instances du parti communiste français

Le congrès est l'instance souveraine du parti. Il se réunit au minimum une fois tous les trois ans. Il peut aussi être convoqué si un tiers des conseils départementaux ou 10% des membres du parti en font la demande. Il faut néanmoins que ces 10% d'adhérents soient issus d'au moins un tiers des fédérations et qu'ils y représentent au moins 10% dans chacune d'elles. La dynamique est la même pour les congrès départementaux. Entre deux congrès, le conseil national peut convoquer des conférences nationales.

Les instances législatives sont élues sur la base d'une proposition du bureau du congrès après la période d'ouverture des candidatures. Le bureau du congrès a la charge de soumettre sa proposition en respectant la diversité des opinions qui se sont exprimées. Il a aussi le mandat de suggérer un secrétaire. Toutes les instances du parti communiste français sont désormais paritaires. A l'échelle exécutive, le PCF promeut la rotation des mandats. *A priori*, l'exercice d'une même fonction exécutive ne peut excéder neuf ans.

Le PCF a mis au point un organigramme de désignations des candidatures aux différents scrutins :

« Pour les élections municipales, les structures intercommunales et les conseils d'arrondissements et de secteurs : l'assemblée générale des communistes résidant ou étant organisés dans la commune ou dans les communes concernées en lien avec les conseils départementaux ;

- Pour les élections municipales dans les villes de plus de 20 000 habitants : les sections et les fédérations en lien avec le Conseil national ;
- Pour les élections cantonales et le Conseil de Paris : le conseil départemental ;
- Pour l'élection régionale : la conférence régionale ;
- Pour les élections législatives et sénatoriales : le Conseil national à partir des propositions des conseils départementaux ;
- Pour les élections européennes, le Conseil national ;
- Pour l'élection présidentielle : la Conférence nationale »²⁵.

Cette structure de désignation n'est pas sans poser certains problèmes dans le cadre du Front de gauche. En effet, les débats et les arbitrages relatifs au Front de

²⁵ Les statuts du PCF adoptés au 36^e congrès, février 2013, p. 22-23.

gauche sont d'abord organisés au niveau central. Mais ils doivent être validés à l'échelon compétent du parti, ce qui n'est pas nécessairement facile à réaliser.

Le PCF tire ses ressources de l'aide publique, des dons, des versements des élus du parti et des cotisations. Cette dernière est fixée à 1% des revenus avec un minimum de douze euros par an. A titre d'exemple, cet ensemble représentait une recette estimée à trente millions d'euros en 2011.

Tableau 1. Recettes du PCF en 2011 ²⁶

| | |
|------------------------|------------|
| Cotisations | 3 103 216 |
| Contributions des élus | 14 322 180 |
| Dons | 5 161 612 |
| Financement public | 3 629 152 |
| Autres | 4 629 841 |
| | 30 846 001 |

L'adhésion au parti communiste se fait désormais sans parrainage. Elle donne droit à la participation à l'assemblée générale de sa section, aux choix des lieux de la réflexion et de la militance, à la participation aux débats d'orientation du parti et à la formation. Le parti communiste a longtemps été un parti de masse, un parti d'intégration sociale auquel s'adossaient de très nombreuses organisations de la société civile. Le PCF atteint un sommet en nombre de membres au sortir de la guerre. En 1946, le parti communiste se prévaut de 814 285 adhérents. Ce total décline avec la polarisation de la guerre froide et se fixe aux alentours de 300 000 à la fin des années cinquante et dans la décennie soixante. Dans les années soixante-dix, le parti communiste bénéficie d'un regain d'intérêt qui se traduit par une progression sensible des adhésions. L'année des élections législatives de 1978, le PCF enregistre pas moins de 566 492 membres. Par la suite, le nombre d'adhérents communistes s'effiloche avant de décroître sensiblement. Depuis le début de la décennie deux mille, le total des membres fluctue entre 125 000 et 135 000.

Epinglons que la courbe des adhésions n'est pas nécessairement en phase avec celle des performances électorales. C'est ce que révèle le taux d'adhésion – le rapport des membres aux électeurs du parti. A la Libération, le PCF bénéficie à la fois d'un haut niveau d'adhérents et d'excellentes performances électorales. Le taux d'adhésion s'établit à 15%, soit six à sept électeurs par membre. L'affaïssement du taux d'adhésion atteste que la performance partisane évolue moins bien que le résultat électoral. Proportionnellement, le PCF glane moins d'adhérents que d'électeurs. A la charnière des années soixante-dix et quatre-vingt, un renversement s'opère. La perte électorale est proportionnellement plus substantielle que l'érosion partisane. Aussi le taux d'adhésion qui fut inférieur à 10% de 1951 à 1978 s'établit aux alentours de 12% – un adhérent pour huit à neuf électeurs. Le scrutin de 2012 modifie la donne, mais

²⁶ COMMISSION NATIONALE DES COMPTES DE CAMPAGNE ET DES FINANCEMENTS POLITIQUES, « Publication générale des comptes des partis et groupements politiques au titre de l'exercice 2011 », *Journal officiel*, 27 décembre 2012, p. 6.

il faut l'apprécier avec prudence car il s'agit des performances du Front de gauche. L'assiette électorale et partisane est donc plus large que le seul PCF.

Tableau 2. Evolution du nombre d'adhérents du PCF, de son taux d'adhésion et de son taux de pénétration électorale ²⁷

| | <i>Nombre d'adhérents</i> | <i>Taux d'adhésion</i> | <i>Taux de pénétration électorale</i> |
|------|---------------------------|------------------------|---------------------------------------|
| 1945 | 785 292 | 15,69 | 3,19 |
| 1946 | 814 285 | 14,83 | 3,25 |
| 1951 | 408 779 | 8,32 | 1,67 |
| 1956 | 278 429 | 5,05 | 1,04 |
| 1958 | 256 342 | 6,62 | 0,94 |
| 1962 | 257 993 | 6,43 | 0,94 |
| 1967 | 288 414 | 5,72 | 1,02 |
| 1968 | 303 169 | 6,84 | 1,08 |
| 1973 | 331 502 | 6,52 | 1,11 |
| 1978 | 566 492 | 9,78 | 1,65 |
| 1981 | 510 877 | 12,76 | 1,44 |
| 1986 | 340 000 | 12,77 | 0,93 |
| 1988 | 375 187 | 14,00 | 1,01 |
| 1993 | 298 138 | 12,79 | 0,77 |
| 1997 | 225 394 | 8,98 | 0,57 |
| 2002 | 125 611 | 10,33 | 0,31 |
| 2007 | 135 377 | 12,13 | 0,31 |
| 2012 | 138 000 | 7,70 | 0,30 |

Pendant très longtemps, le caractère ouvrier du parti fut tout à la fois proclamé et valorisé. Le PCF se voulait le *parti de la classe ouvrière*. Et sa composition sociologique a, pour une part importante, reflété ce caractère ouvrier. Il n'a cependant jamais été exclusif. Et le parti valorisa aussi des figures emblématiques du communisme rural – Renaud Jean, Waldeck Rochet, André Lajoinie. Depuis la fin des années soixante-dix, le caractère ouvrier du PCF s'étirole. De 46,5% d'ouvriers parmi les actifs membres du PCF en 1979, on passe ainsi à 31,3% en 1997. Il n'y a plus eu de grande enquête sur les membres communistes depuis. Toutefois, Mischi relève la part déclinante du nombre de délégués d'extraction ouvrière : moins de la moitié depuis 1970, moins de

²⁷ Nos données collectées auprès du Secrétariat du PCF et Roger MARTELLI, *Prendre sa carte 1920-2009. Données nouvelles sur les effectifs du PCF*, Pantin, Fondation Gabriel Péri, 2010. Nos calculs.

40% dans les années quatre-vingt, moins de 30% dans les années quatre-vingt-dix et 10,6% en octobre 2002 ²⁸.

Trois autres observations ressortaient de l'enquête menée en 1997 : la féminisation du parti, le vieillissement de la moyenne d'âge des adhérents – 42 ans et 6 mois en 1979, 48 ans et 7 mois en 1998 – et la part croissance des inactifs ²⁹.

Tableau 3. Profil des adhérents du PCF en 1979 et en 1997 ³⁰

| | 1979 | 1997 |
|--|------|------|
| Sexe | | |
| Masculin | 64,7 | 60,2 |
| Féminin | 35,3 | 39,8 |
| Age | | |
| Moins de 20 ans | 2,3 | 1,5 |
| 20-29 ans | 22,2 | 9,0 |
| 30-39 ans | 24,2 | 18,8 |
| 40-49 ans | 18,9 | 27,3 |
| 50-59 ans | 16,8 | 19,1 |
| 60-69 ans | 8,7 | 12,8 |
| 70-79 ans | 5,7 | 8,2 |
| 80 ans et plus | 1,2 | 3,4 |
| (In)activité | | |
| Actifs ayant un emploi | 69,1 | 52,0 |
| Retraités | 15,5 | 24,5 |
| Demandeurs d'emploi, autres inactifs | 15,4 | 23,5 |
| Statut socio-professionnel des actifs | | |
| Agriculteurs exploitants | 3,4 | 1,6 |
| Commerçants, artisans, chefs d'entreprise | 5,3 | 3,2 |
| Professions libérales, cadres supérieurs | 4,9 | 11,3 |
| Professions intermédiaires, cadres moyens | 14,7 | 19,8 |
| Employés, personnels de service | 25,4 | 32,9 |
| Ouvriers, salariés agricoles | 46,5 | 31,3 |

²⁸ Julien MISCHI, « Le PCF et les classes populaires », *Nouvelles Fondations*, 2/6, 2007, p. 21.

²⁹ François PLATONE, Jean RANGER, « Les adhérents du parti communiste français en 1997 », *Les cahiers du CEVIPOF*, 2000, p. 5.

³⁰ Marie-Claire LAVABRE, François PLATONE, *Que reste-t-il du PCF ?*, Paris, Autrement, 2003, p. 144-145.

Résultats électoraux du parti communiste français et du Front de gauche

Pour un parti qui avait ardemment milité pour l'instauration d'un régime politique où l'assemblée serait prééminente, l'avènement de la v^e République fut un changement institutionnel difficile à négocier. La présidentialisation du régime et l'élection du président au suffrage universel ont été combattues par le PCF, qui y voyait d'ailleurs un scrutin peu porteur pour lui.

Ceci explique dans une large mesure ses réserves initiales quant à sa participation. Ainsi, en 1965, lors de la première élection présidentielle, le PCF négocie-t-il avec la SFIO et la Convention des institutions républicaines une plate-forme commune et soutient-il dès le premier tour la candidature de François Mitterrand. Il réitéra cette posture politique lors du scrutin présidentiel de 1974. Entre-temps, dans un contexte post-1968 chahuté pour la gauche non communiste, le PCF se présentera pour la première fois au scrutin présidentiel de 1969 à travers la candidature du truculent Jacques Duclos. Ce dernier décroche le score très honorable de 21,3% des suffrages alors que Gaston Defferre, candidat de la SFIO, n'atteint que 5%. Après 1974, le parti communiste français sera systématiquement présent au scrutin présidentiel. Mais cette élection est difficile pour le parti et révèle son affaïssement électoral. En 1981, Georges Marchais n'atteint que 15,4% des suffrages et sept ans plus tard, André Lajoinie sombre en passant largement sous la barre des 10%. En 1995, Robert Hue stabilise un temps le score communiste avec 8,6%. Mais ce temps est éphémère et 2002 et 2007 sont des élections présidentielles calamiteuses pour les communistes, qui recueillent un score confidentiel. Ce cycle est interrompu par la candidature et le résultat de Jean-Luc Mélenchon. Brillant orateur et animateur d'une partie de la campagne, Mélenchon bénéficie aussi de l'absence d'autres candidats de la gauche radicale significatifs. Ni Arlette Laguiller, ni Olivier Besancenot ne sont présents. De même, José Bové, candidat en 2007, a-t-il rejoint Europe Ecologie Les Verts.

Tableau 4. Résultats électoraux du PCF (Front de gauche) aux élections présidentielles

| | | <i>% des exprimés</i> | <i>% des inscrits</i> |
|------|---------------------|-----------------------|-----------------------|
| 1965 | | | |
| 1969 | Jacques Duclos | 21,27 | 16,29 |
| 1974 | | | |
| 1981 | Georges Marchais | 15,35 | 12,24 |
| 1988 | André Lajoinie | 6,76 | 5,39 |
| 1995 | Robert Hue | 8,64 | 6,58 |
| 2002 | Robert Hue | 3,37 | 2,33 |
| 2007 | Marie-George Buffet | 1,93 | 1,59 |
| 2012 | Jean-Luc Mélenchon | 11,10 | 8,66 |

Pour ce qui concerne les élections législatives, rappelons qu'il importe de distinguer les élections qui se sont tenues dans le cadre de la iv^e République de celles qui se sont déroulées sous la v^e. Les premières s'organisent au mode de scrutin

proportionnel, les secondes au mode de scrutin uninominal à deux tours, mis à part le scrutin de 1986.

Trois temps électoraux peuvent être isolés. De 1945 à 1958, le PCF s'impose comme l'un des principaux partis de la IV^e République, et même le premier aux scrutins de 1945, de novembre 1946, de 1951 et de 1956. Dans cette phase, le parti communiste français capte au moins un quart des suffrages exprimés – il culmine à 28,6% en novembre 1946 – et décroche de 97 à 166 sièges à l'Assemblée nationale.

Au scrutin de 1958, le PCF subit un tassement qui va fixer la ligne de crête des résultats communistes pour une vingtaine d'années. Le PCF réalise désormais une performance située entre 20 et 22% des suffrages valablement exprimés. Ce tassement mais surtout l'adoption du mode de scrutin majoritaire affectent sérieusement le nombre de parlementaires que le PCF peut obtenir. En 1958, le résultat est catastrophique : dix députés à peine. Par la suite, la performance sera meilleure et atteint son maximum de la période en 1978 où le PCF recueille 87 députés. Pour autant, l'élection de 1978 est le chant du cygne pour la formation communiste.

Tableau 5. Résultats électoraux du PCF (Front de gauche) aux élections législatives

| | <i>Pourcentage rapporté aux exprimés</i> | <i>Pourcentage rapporté aux inscrits</i> | <i>Nombre de sièges</i> |
|-------------|--|--|-------------------------|
| 1945 | 26,08 | 20,33 | 148 |
| juin 46 | 26,15 | 21,05 | 146 |
| novembre 46 | 28,59 | 21,91 | 166 |
| 1951 | 26,66 | 20,00 | 97 |
| 1956 | 25,89 | 20,60 | 147 |
| 1958 | 21,87 | 14,21 | 10 |
| 1962 | 21,87 | 14,56 | 41 |
| 1967 | 22,51 | 17,84 | 72 |
| 1968 | 20,02 | 15,74 | 33 |
| 1973 | 21,41 | 17,02 | 73 |
| 1978 | 20,61 | 16,82 | 86 |
| 1981 | 16,13 | 11,26 | 43 |
| 1986 | 9,69 | 7,27 | 32 |
| 1988 | 11,17 | 7,25 | 24 |
| 1993 | 9,19 | 6,00 | 24 |
| 1997 | 9,91 | 6,40 | 36 |
| 2002 | 3,26 | 1,88 | 21 |
| 2007 | 4,29 | 2,54 | 15 |
| 2012 | 6,91 | 3,89 | 10 |

Le scrutin de 1981 inaugure un nouveau cycle, celui d'un écroulement de son influence politique et électorale. Dès 1981, le PCF passe sensiblement sous la barre des

20% et cinq ans plus tard, sous celle des 10%. Il ne refranchira cette dernière qu'une fois, en 1988. Les années deux mille marquent un nouveau plancher symbolique : le PCF n'atteint plus 5% des exprimés aux élections de 2002 et de 2007. En 2012, le pourcentage des candidats du Front de gauche demeure modeste : 6,9% des suffrages exprimés. Surtout, cette chute des performances électorales s'est accompagnée d'un déclin prononcé de sa représentation à l'Assemblée nationale. D'à peine 43 sièges en 1981, le PCF chute à 24 en 1993, 15 en 2007 et 10 en 2012 (neuf députés communistes et un du parti de gauche).

On eût pu imaginer que les élections européennes constituent un scrutin plus aisé pour le PCF et pour le Front de gauche en 2009. Eu égard à leur statut d'élections intermédiaires ou de scrutin de deuxième ordre et compte tenu du mode de scrutin proportionnel, le PCF aurait pu bénéficier d'un vote moins stratégique de l'électorat de gauche ou d'un vote de contestation des orientations de la Communauté puis de l'Union européennes. Il n'en sera rien en réalité. A l'exception partielle du premier scrutin en 1979, le PCF et le Front de gauche n'enregistrent que des scores modestes, parfois même inférieurs à ceux des élections législatives. Trois raisons peuvent expliquer ces résultats décevants. D'abord, la dynamique négative du PCF qui, nous l'avons vu, affecte durement et rapidement l'organisation communiste au cours de la décennie quatre-vingt. Ensuite, le fait que lors des scrutins européens de 1984 et 1999, le PCF se présentait aux électeurs comme parti de gouvernement et donc susceptible de subir la « sanction » qui affecte les partis de gouvernement dans un scrutin intermédiaire ou de deuxième ordre. Enfin, le PCF comme le Front de gauche en 2009 pâtissent de l'ampleur de l'abstention, plus prononcée notamment dans les milieux populaires salariés. Aussi, le pourcentage atteint par les listes parrainées par le PCF est-il modeste dès le scrutin européen de 1984 et se fixe aux alentours de 6,5% lors des quatre derniers scrutins. Le nombre d'élus est de la sorte limité et chutera même à deux lors de l'élection de 2004 avant un rebond à quatre en 2009.

Tableau 6. Résultats électoraux du PCF (Front de gauche) aux élections européennes

| | <i>% des exprimés</i> | <i>Nombre de sièges</i> |
|------|-----------------------|-------------------------|
| 1979 | 20,52 | 19 |
| 1984 | 11,21 | 10 |
| 1989 | 7,72 | 7 |
| 1994 | 6,89 | 7 |
| 1999 | 6,78 | 6 |
| 2004 | 5,47 | 2 |
| 2009 | 6,44 | 4 |

Le PCF a longtemps été un grand parti municipal. Même si le mouvement est moins spectaculaire qu'au plan national, l'emprise municipale du PCF s'est fortement érodée. En l'espace de vingt et un ans, le parti communiste a perdu la moitié de ses maires. On en recensait 1 481 en 1977. Au terme du scrutin municipal de 2008, le total ne s'élevait plus qu'à 727. Encore convient-il, à la suite de Roger Martelli, de nuancer ce tableau à la lumière du fait que dans le temps, le poids des apparentés s'est accru.

Alors qu'il n'était que de 16,3% en 1983, il atteignait 28,4% au terme des élections municipales en 2008.

Tableau 7. Nombre de maires communistes et apparentés ³¹

| | | | |
|------|-------|------|-----|
| 1977 | 1 481 | 1995 | 887 |
| 1983 | 1 487 | 2001 | 742 |
| 1989 | 1 120 | 2008 | 727 |

Un autre élément doit être épinglé. Le nombre de Français administrés par un maire communiste a singulièrement diminué. A titre d'exemple, l'affaissement du nombre de villes de plus de 30 000 habitants dirigées par un maire communiste est sensiblement supérieur à l'érosion moyenne. A l'issue du scrutin municipal de 1977, le PCF pouvait se prévaloir de la direction de soixante-douze communes de plus de 30 000 habitants. Vingt et un ans plus tard, on ne recense que vingt-huit mairies communistes dans une commune de plus de 30 000 habitants. Aucune ville de plus de 100 000 habitants n'a désormais un maire communiste alors que jusqu'en 1995, c'était le cas du Havre et entre 1995 et 2002, de Nîmes.

Tableau 8. Nombre de communes de plus de 30 000 habitants avec un maire communiste

| | | | |
|------|----|------|----|
| 1977 | 72 | 1995 | 41 |
| 1983 | 52 | 2001 | 33 |
| 1989 | 46 | 2008 | 28 |

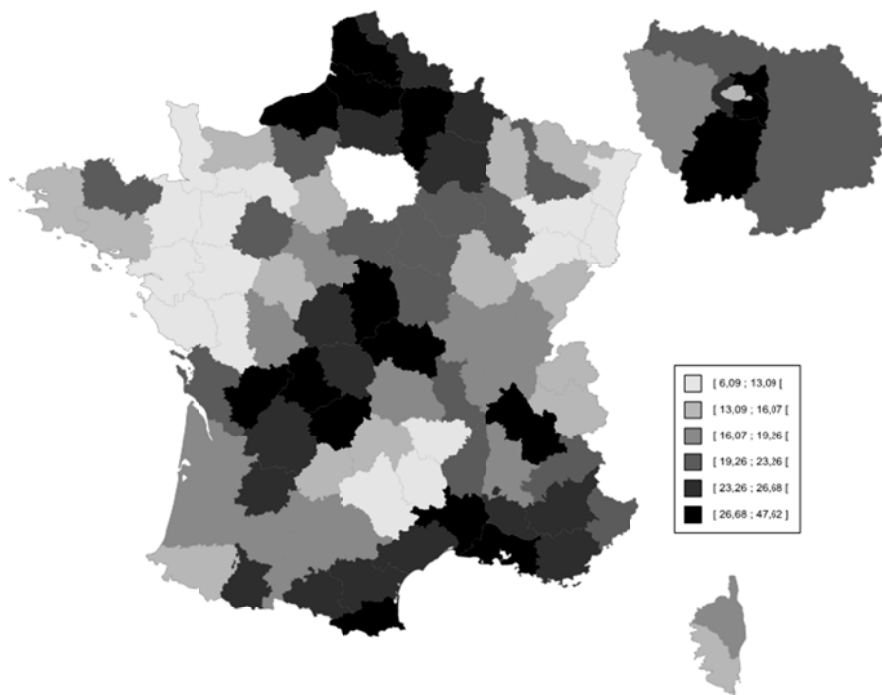
Le profil des électeurs du parti communiste et du Front de gauche

Pendant longtemps, le parti communiste français bénéficiait de quatre grandes zones de force (voir carte 1). La première est une part importante de la ceinture parisienne, référée à la *banlieue rouge* et ses extensions. A titre d'exemple, aux élections législatives de 1978, le PCF atteint 38% en Seine-Saint-Denis, 29,4% dans le Val-de-Marne, 26,7% dans l'Essonne, 24,6% dans les Hauts-de-Seine ou encore 22,7% dans le Val-d'Oise. La seconde concerne recouvre le nord-est industriel dont le déclin s'amorce dans les années soixante-dix. En 1978, le pourcentage du parti communiste se fixe par exemple à 30,5% dans la Somme, 29,9% dans le Pas-de-Calais, 28,9% dans l'Aisne, 27,9% en Seine-maritime, 26,3% dans le Nord, 25,4% dans les Ardennes... On retrouve la troisième zone de forte implantation du PCF dans le centre rural français. Le PCF y engrange des résultats parfois spectaculaires : 33% dans le Cher, 31% dans l'Allier, 28,4% en Charente, 28% en Corrèze, 26,4% en Indre ou 25,3% en Dordogne. Enfin, le PCF est un acteur majeur du *Midi rouge* où son implantation est substantielle : 33,7% dans le Gard, 32,1% dans les Bouches-du-Rhône, 30,2% dans les Pyrénées-orientales, 25,5% dans l'Ariège et dans les Alpes-de-Haute-Provence, 25,3% dans l'Hérault ou 25% dans le Vaucluse.

³¹ Roger MARTELLI, *Note complémentaire sur l'analyse des élections*, 2008.

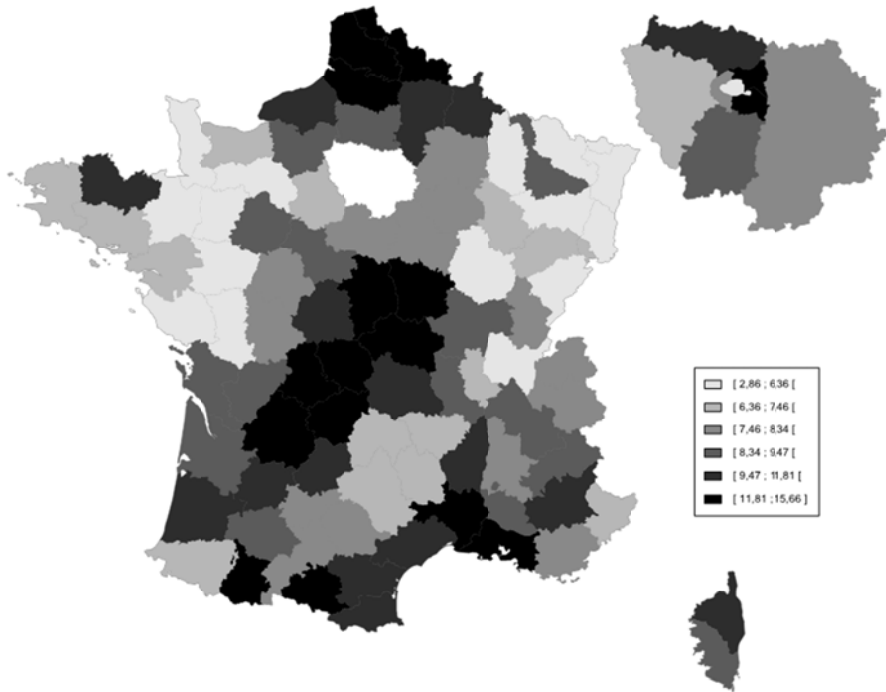
En revanche, sa pénétration est nettement moins affirmée sur les façades occidentale – 9,5% en Vendée, 9,1% en Ille-et-Vilaine, 8,8% en Haute-Loire, 8,3% dans la Manche, 6,1% en Mayenne... – et orientale – 12,7% dans les Vosges, 12,6% dans le Territoire-de-Belfort, 6,7% dans le Haut-Rhin, 6,6% dans le Bas-Rhin... – de la France où il enlève des résultats bien inférieurs à sa moyenne nationale.

Carte 1. Implantation du parti communiste français aux élections législatives de 1978



Le déclin prononcé que subit le parti communiste dans les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix ramène ses zones de faiblesse à une présence de témoignage. Même en 1995, où Robert Hue décroche 8,5% aux présidentielles, certaines zones sont des quasi-déserts politiques pour le PCF : 2,9% dans le Bas-Rhin, 3,6% dans le Haut-Rhin, 5,4% dans le Doubs, 5,7% dans les Vosges... Ses points forts d'antan le sont toujours dans une large mesure mais ramenés à une autre proportion : 14,1% et 12,6% en Seine-Saint-Denis et dans le Val-de-Marne ; 15,7%, 14,2% et 14% dans l'Allier, la Dordogne et la Corrèze ; 13,9%, 12,4% et 11,9% dans le Pas-de-Calais, la Somme et le Nord ; 12,8%, 12,5% et 12,1% dans le Gard, l'Ariège et les Hautes-Pyrénées.

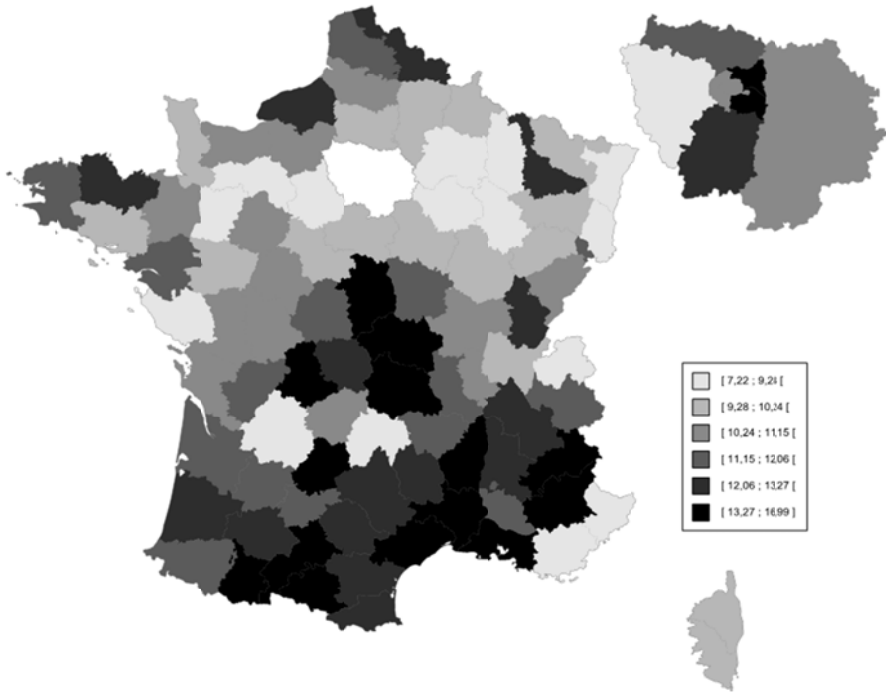
Certaines évolutions se déclinent comme des effondrements, en ce compris dans des zones de force. En dix-huit ans, le PCF a perdu 79,5% de ses voix en Haute-Marne, 69,6% dans les Alpes-maritimes, 67,6% dans les Hauts-de-Seine, 66,9% en Charente, 65,8% dans l'Essonne et dans la Charente... Et rappelons qu'en 1995, le résultat fut considéré comme bon.

Carte 2. Implantation de Robert Hue aux élections présidentielles de 1995

Qu'en est-il de l'implantation du Front de gauche mesuré par les résultats décrochés par Jean-Luc Mélenchon au scrutin présidentiel de 2012 ? S'agit-il purement d'une duplication de l'implantation territoriale du PCF ? Les observations sont plus subtiles. On retrouve dans les résultats supérieurs à la moyenne nationale certaines des zones de force traditionnelles du PCF : la Seine-Saint-Denis – 16,99% –, le Val-de-Marne – 14% –, la Seine-maritime – 13,20% – autour de Paris ; l'Ariège – 16,86% –, les Hautes-Pyrénées – 15,16% –, les Alpes-de-Haute-Provence – 15,15% –, les Bouches-du-Rhône – 13,43% – dans le sud ou encore l'Allier – 13,58% – dans le centre de la France. Mais dans les meilleurs scores décrochés par Mélenchon, certaines zones de force sont plus nouvelles : la Haute-Garonne – 13,38% –, le Jura – 12,55% –, les Landes – 12,51% – ou la Lozère – 12,51%. Et si on rapporte la performance réalisée par Jean-Luc Mélenchon en 2012 à celle de Robert Hue en 1995, les progressions les plus spectaculaires interviennent dans des départements où le PCF était assez faiblement implanté : la Haute-Corse, le Bas-Rhin, la Haute-Garonne, le Doubs, les Deux-Sèvres, la Vendée, l'Aveyron, la Lozère, la Mayenne... On relèvera aussi Paris où l'influence communiste s'était réduite à peau de chagrin. En revanche, Mélenchon recule dans certains espaces historiques du PCF : les Ardennes, la Somme, l'Allier, le Pas-de-Calais, la Corrèze, la Dordogne... Paradoxalement, en dépit d'une campagne

très ancrée dans une rhétorique « ouvriériste », Jean-Luc Mélenchon recule ou stagne dans les bassins ouvriers historiquement communistes ³².

Carte 3. Implantation de Jean-Luc Mélenchon aux élections présidentielles de 2012



Au scrutin présidentiel de 2012, l'électorat de Jean-Luc Mélenchon manifeste quelques caractéristiques socio-démographiques intéressantes. On note d'abord une distinction de genre marquée. L'écart de pénétration entre femmes et hommes de 3 points de pourcent sur un score moyen de 11,1% est prononcé. Relevons aussi l'impact de la campagne de Jean-Luc Mélenchon parmi les électeurs les plus jeunes. Le candidat du Front de gauche décroche 17,6% chez les 18-24 ans. *A contrario*, son résultat est sensiblement inférieur à la moyenne chez les 55-64 ans et, plus encore, chez les citoyens âgés de 65 ans et plus. En termes de capital scolaire, Mélenchon réalise ses meilleures performances chez les électeurs dont le dernier diplôme est le bac. Il convient cependant d'approcher ce résultat avec prudence à la lumière du fait que le score capté chez les étudiants est notable et que nombre d'entre eux termineront leurs études supérieures.

Relativement au lieu de résidence, sa pénétration est la plus forte dans les grandes villes et leur périphérie. Pour le candidat qui incarnait la gauche radicale, le score

³² Jean-Philippe HUELIN, « Où en est le vote ouvrier ? », *Note de la Fondation Jean Jaurès*, 151, 8 janvier 2013, p. 12.

décroché dans le monde ouvrier est modeste ; à peine de trois points supérieur au pourcentage moyen.

Mélenchon a réalisé ses meilleurs résultats dans l'électorat qui se positionne le plus à gauche. Parmi les électeurs se classant sur les 0, 1 et 2 d'une échelle gauche-droite, le candidat du Front de gauche a respectivement atteint 38%, 41,4% et 26,3%.

Tableau 9. Sociologie des électeurs du Front de gauche

| | |
|---|-------|
| Genre | |
| Hommes | 12,71 |
| Femmes | 9,77 |
| Age | |
| 18-24 ans | 17,6 |
| 25-34 ans | 14,4 |
| 35-44 ans | 11,9 |
| 45-54 ans | 14,1 |
| 55-64 ans | 9,2 |
| 65 ans et plus | 7,4 |
| Niveau de diplôme | |
| Sans diplôme | 9,31 |
| BEPC-CAP-BEP | 9,98 |
| Baccalauréat | 17,44 |
| Etudes supérieures | 10,31 |
| Lieu de résidence | |
| Grande ville | 13,42 |
| Périphérie d'une grande ville | 11,79 |
| Ville moyenne ou petite | 10,90 |
| Zone rurale | 10,10 |
| Statut socio-professionnel | |
| Agriculteurs | 9,63 |
| Artisans, commerçants et chefs d'entreprises | 9,26 |
| Cadres et professions intellectuelles supérieures | 9,20 |
| Professions intermédiaires | 12,19 |
| Employés | 12,11 |
| Ouvriers | 14,15 |
| Etudiants | 27,74 |
| Chômeurs | 11,78 |
| Pensionnés | 9,40 |

| | |
|--|-------|
| Hommes/femmes au foyer | 12,92 |
| Invalidité | 10,57 |
| Vote en faveur de l'auto-positionnement | |
| 0 – Très à gauche | 38,00 |
| 1 | 41,42 |
| 2 | 26,63 |
| 3 | 14,01 |
| 4 | 16,07 |
| 5 | 7,51 |
| 6 | 2,17 |
| 7 | 1,66 |
| 8 | 0,50 |
| 9 | 1,58 |
| 10 – Très à droite | 0,00 |

Le rapport au pouvoir

Ce n'est pas le moindre des paradoxes, dans l'histoire du PCF, d'épingler que sa participation au pouvoir à l'échelle nationale s'est opérée le plus longuement dans sa phase déclinante. Le parti communiste français a pris part à l'exercice des responsabilités à trois moments : entre 1944 et 1947, entre 1981 et 1984 et entre 1997 à 2002. Sa participation emblématique est indubitablement celle de l'après-guerre. Dans le premier gouvernement de Gaulle (septembre 1944-octobre 1945), le parti communiste est titulaire de deux postes : Charles Tillon au ministère de l'Air et François Billoux à la Santé publique. Dans le second (novembre 1945-janvier 1946), le PCF pèse plus encore. Cinq ministres communistes en font partie. Outre Maurice Thorez au titre de ministre d'Etat, il y a là Charles Tillon à l'Armement, Ambroise Croizat au Travail, Marcel Paul à la Production industrielle et François Billoux à l'Economie nationale. Un sommet d'influence est atteint dans les gouvernements Félix Gouin (janvier-juin 1946), Bidault 1 (juin-novembre 1946) et Léon Blum 3 (novembre 1946-janvier 1947). Outre la Vice-Présidence du Conseil pour Maurice Thorez, le PCF occupe un nombre substantiel de ministères et de secrétariats d'Etat. Le PCF conserve son rang dans le premier gouvernement Ramadier (janvier 1947-juin 1947) en perdant néanmoins ses secrétariats d'Etat. Surtout, en mai 1947, il est évincé du gouvernement après avoir refusé la confiance au gouvernement et entre dans l'opposition où il restera jusqu'en mai 1981. L'apport communiste à ce moment s'est agencé à deux dimensions fortes : la reconstruction et l'indépendance nationales ; le développement d'une législation sociale substantielle et de nouvelles approches dans les relations sociales. L'apport fut important voire considérable. Pourtant, quand les communistes sont exclus du gouvernement au printemps 1947, « un immense

soulagement et une grande joie » saisissent l'ensemble du parti ³³. L'exercice du pouvoir est une dure épreuve pour toute force de transformation politique et sociale. Le PCF l'expérimentera à nouveau.

Les alliances nées de la Libération ont traversé les frontières politiques. Le PCF gouverna avec la SFIO, le MRP et les gaullistes. En 1981, l'alliance est à gauche, avec le PS et le MRG. Quatre ministres font partie du gouvernement Mauroy : Charles Fiterman aux Transports, Anicet Le Pors à la Fonction publique et aux Réformes administratives, Jack Ralite à la Santé et Marcel Rigout à la Formation professionnelle. Dans un contexte difficile, le travail des ministres communistes est d'ampleur et a été très largement reconnu.

La dernière expérience de participation communiste date du gouvernement Jospin (1997-2002) qui associe cinq formations de gauche. Le PCF a en charge l'Équipement, les Transports et le Logement (Jean-Claude Gayssot) et la Jeunesse et les Sports (Marie-Georges Buffet). Alors qu'il est affaibli électoralement et politiquement, cette participation n'a pas marqué les imaginations.

Aux plans régional, départemental et municipal, le PCF est engagé dans un très grand nombre d'alliances à gauche : avec le parti socialiste, avec le parti radical de gauche et avec Europe Ecologie Les Verts. Cet exercice est très important depuis 2002 dans la mesure où la gauche a bénéficié d'un effet de sanction à l'endroit du pouvoir national à l'œuvre aux élections municipales, cantonales et régionales qui sont intervenues depuis. Cela dit, le PCF est très souvent un partenaire junior de la coalition. Le PCF ne préside plus qu'un Conseil général – le Val-de-Marne – et même au niveau municipal, où il fit longtemps figure d'acteur de référence, son emprise est désormais bien plus modeste.

Perspectives du PCF et du Front de gauche

Pendant près de cinquante ans, le parti communiste français et son monde réticulaire – syndical et associatif – qu'Annie Kriegel qualifia de « contre-société », ont été les acteurs structurants d'une grande partie de la classe ouvrière française et d'un segment du monde paysan, concourant substantiellement à leur intégration dans la société. Ce rôle central s'est adossé à un soutien quasi sans faille à l'Union soviétique. Pour Annie Kriegel, « un parti communiste, enraciné dans un pays où il n'exerce pas le pouvoir, fonctionne comme un parti-société : la contre-société qu'il constitue à l'intérieur de la société globale préfigure la société socialiste qu'après la conquête du pouvoir il entend substituer à la société établie » ³⁴.

Dans les années soixante-dix, le PCF fut ébranlé par les mutations économiques, sociales et sociétales, par l'impasse du modèle soviétique et par l'affaissement de l'image de l'URSS. Après avoir hésité et oscillé, il décida de rester adossé à ses deux référents pourtant en crise : l'URSS et le « monde ouvrier ». En une décennie, le PCF vécut alors une spectaculaire chute d'influence : électorale, politique, sociale et culturelle.

³³ Stéphane COURTOIS, Marc LAZAR, *Histoire du parti communiste français*, op. cit., p. 251.

³⁴ Annie KRIEDEL, *Communismes au miroir français*, Paris, Gallimard, 1974, p. 179.

Après avoir vainement essayé de se redresser sous ses propres couleurs, il s'est peu à peu engagé dans une démarche de coordination avec d'autres acteurs de la gauche de la gauche et en particulier à partir de 2008-2009, avec le parti de gauche, créé par Jean-Luc Mélenchon. La démarche du Front de gauche a généré des aspects positifs pour la gauche radicale : une nouvelle influence culturelle et une nouvelle présence médiatique. Mais, à ce stade, elle dévoile aussi de nombreuses déceptions pour ses promoteurs et des tensions quant aux choix à opérer. Electoralement, en effet, le Front de gauche n'a pas réussi à sortir la gauche radicale de ses lignes de flottaison précédentes. Aux élections européennes de 2009, régionales de 2010, cantonales de 2011, aucun mouvement significatif ne s'est donné à voir. Certes, Jean-Luc Mélenchon a obtenu un score d'estime aux élections présidentielles. Mais cette performance a été facilitée par l'absence des principales figures de la gauche radicale présentes lors des élections précédentes – Olivier Besancenot et Arlette Laguiller – et n'a pas constitué un point d'appui pour décrocher un score significatif aux élections législatives. Pire, le scrutin législatif de 2012 a été le plus mauvais depuis 1945, le Front de gauche n'enlevant que dix députés.

Depuis, le Front de gauche est sous tension. Jean-Luc Mélenchon et le parti de gauche ont amorcé ce qui peut s'assimiler à une fuite en avant : à l'endroit du gouvernement socialiste, à l'endroit des médias et, plus généralement, dans la rhétorique mobilisée. Certes, Mélenchon occupe le devant de la scène médiatique et fait le bonheur de nombre d'émissions. Mais, pour l'essentiel, ce « bonheur » est dû à ses excès au prix d'un brouillage presque complet du message.

Aussi, en termes stratégiques, le PCF et le Front de gauche sont-ils soumis à un choix cornélien. Assumer pleinement l'option stratégique de Mélenchon – « Passer en tête de la gauche dans la rue et dans les urnes et constituer une majorité de gauche autour de ce nouvel axe »³⁵ – ou conserver des partenariats politiques majeurs avec le parti socialiste et Europe Ecologie Les Verts. Aucun indicateur ne vient justifier les prétentions du parti de gauche. Au contraire, la ligne *autonome* a coûté de nombreux conseillers régionaux au PCF et n'a rien produit aux élections législatives. On ajoutera que les élections partielles potentiellement porteuses pour une dynamique contestataire n'ont généré aucune dynamique pour le Front de gauche. Depuis juin 2012, toutes les prestations électorales ont été décevantes : 4,48% dans la 6^e circonscription de l'Hérault – 6,3% en juin 2012 –, 6,9% dans la 13^e circonscription des Hauts-de-Seine – 5,9% en juin 2012 –, 8,8% dans la 1^{re} circonscription du Val-de-Marne – 8,4% en juin 2012 – en décembre 2012 ; 6,6% dans la 2^e circonscription de l'Oise en mars 2013 – 6,7% en juin 2012 et 5,08% dans la 3^e circonscription du Lot-et-Garonne en juin 2013 – 4,5% en juin 2012. Ce choix *autonome* a, ce faisant, aussi coûté en rentrées pour le parti, les rétrocessions d'élus étant un poste essentiel pour les finances du PCF.

A contrario, le rôle de partenaire (très) junior dans les exécutifs des municipalités, des conseils généraux ou régionaux n'offre qu'une faible visibilité au parti communiste, une marge d'action limitée et un pouvoir d'attraction contenu. Il n'y aura dès lors pas une démarche homogène pour l'ensemble des élections municipales ; *a contrario* de

³⁵ Eric COQUEREL, *op. cit.*, p. 167.

l'option qui devrait être prise pour les élections européennes. Ainsi, les communistes parisiens ont-ils décidé, par 670 voix contre 500, de s'unir au parti socialiste dès le premier tour contre la volonté du parti de gauche ³⁶. *A contrario*, les communistes lyonnais ont choisi l'autonomie par 100 voix contre 89 ³⁷. Pour le parti de gauche, à l'exception de la présence sur le devant de la scène de Jean-Luc Mélenchon, le verre est presque vide. L'organisation régulière de manifestations dont la participation est grossièrement gonflée ne peut masquer le manque d'impact du parti dans le processus décisionnel. Le seul député du parti de gauche, Marc Dolez, a d'ailleurs quitté le parti, en désaccord avec les orientations stratégiques de son ancien compère du ps.

Pour ce qui est des autres composantes du Front de gauche, un mouvement est entamé pour tenter de fusionner et de s'imposer comme un troisième acteur, permettant d'éviter un face-à-face complexe et tendu entre le parti communiste et le parti de gauche.

³⁶ *Libération*, 19 octobre 2013.

³⁷ *Le Parisien*, 26 octobre 2013.

